

REVUE

ISSN:2737-8101

DROIT & SOCIÉTÉ

PÉRIODIQUE SCIENTIFIQUE À COMITÉ DE LECTURE, ÉDITÉE PAR L'INSTITUT D'ÉTUDES SOCIALES ET MÉDIATIQUE
CONSACRÉE À LA PUBLICATION D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES DANS LES DOMAINES JURIDIQUE ET SOCIAL.

LA SOCIÉTÉ CIVILE NUMÉRIQUE ET LA CONTRE-DEMOCRATIE

NOUVEAUX ESPACES DE PARTICIPATION ET
DE CONTESTATION AU MAROC

CHAHBI Mohammed



مجلة القانون و المجتمع Revue Droit et Société



E ISSN 2737-8101



LA SOCIÉTÉ CIVILE NUMÉRIQUE ET LA CONTRE-DEMOCRATIE : NOUVEAUX ESPACES DE PARTICIPATION ET DE CONTESTATION AU MAROC

DIGITAL CIVIL SOCIETY AND COUNTER- DEMOCRACY: NEW SPACES FOR PARTICIPATION AND CONTESTATION IN MOROCCO

CHAHBI Mohammed

Doctorant en droit public et sciences politiques,

Université Hassan 2 Casablanca,

*Faculté des sciences juridiques économiques et sociales
Mohammedia,*

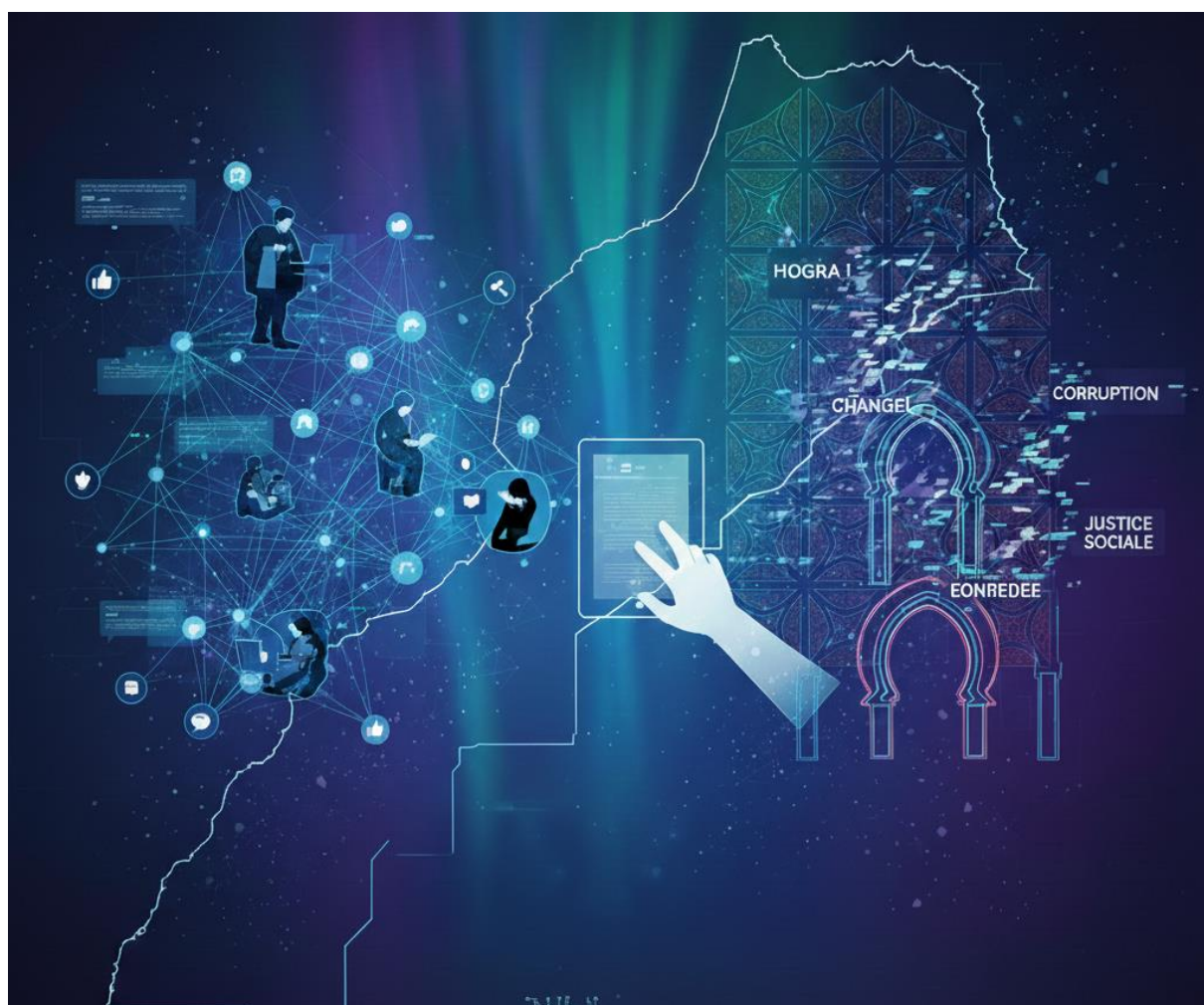
Laboratoire Loi et Droits



CHAHBI, M. (2025). LA SOCIÉTÉ CIVILE
NUMÉRIQUE ET LA CONTRE-DEMOCRATIE :
NOUVEAUX ESPACES DE PARTICIPATION ET
DE CONTESTATION AU MAROC. REVUE DROIT
ET SOCIÉTÉ, 6(19), 79-94.
<https://doi.org/10.5281/zenodo.18736529>



LA SOCIÉTÉ CIVILE NUMÉRIQUE ET LA CONTRE-DEMOCRATIE : NOUVEAUX ESPACES DE PARTICIPATION ET DE CONTESTATION AU MAROC



RESUME

L'évolution des technologies digitales et des plateformes web a modifié les formes de communication entre les citoyens et les institutions au Maroc. Cette mutation a permis l'apparition d'une société civile numérique, apte à critiquer et défier les structures de pouvoir conventionnelles, tout en suggérant de nouveaux lieux d'expression et de participation. Cet article analyse la place des instruments numériques dans l'établissement d'une contre-démocratie au Maroc, en étudiant

CHAHBI Mohammed

Docteur en droit public et sciences politiques,

Université Hassan 2 Casablanca, Maroc

les processus de mobilisation en ligne, les tactiques des intervenants concernés, ainsi que les enjeux sociopolitiques et techniques auxquels ils font face.

Mots clés : *Société civile numérique - Activisme en ligne - Contre-démocratie – Maroc - Participation citoyenne.*

DIGITAL CIVIL SOCIETY AND COUNTER-DEMOCRACY: NEW SPACES FOR PARTICIPATION AND CONTESTATION IN MOROCCO

ABSTRACT

The evolution of digital technologies and web platforms has transformed the forms of communication between citizens and institutions in Morocco. This shift has enabled the emergence of a digital civil society capable of criticizing and challenging conventional power structures while suggesting new spaces for expression and participation. This article analyzes the role of digital tools in establishing a counter-democracy in Morocco by studying online mobilization processes, the tactics of the involved actors, and the sociopolitical and technical challenges they face.

Chahbi Mohammed,

*PhD Candidate in Public Law and
Political Science,
Hassan II University of Casablanca,
Morocco*

Keywords: *Digital civil society, online activism, Counter-democracy, Morocco, Citizen Participation.*

INTRODUCTION :

Au fil des deux dernières décennies, l'apparition des technologies numériques a radicalement modifié les dynamiques de participation citoyenne dans les sociétés modernes, y compris dans des pays en développement tels que le Maroc. Ces innovations ont engendré une nouvelle façon de s'engager politiquement et socialement, où la société civile, à travers des instruments numériques, devient un acteur essentiel de la contre-démocratie.

Cette idée, développée par Pierre Rosanvallon¹, souligne l'importance du rôle des citoyens dans le contrôle, la critique et l'opposition aux pouvoirs publics, en dehors des processus électoraux classiques. Dans ce contexte, les plateformes numériques offrent non seulement une alternative aux structures institutionnelles strictes, mais aussi un moyen de promouvoir l'expression collective, la transparence et la responsabilité.

¹ **Rosanvallon, P.** (2006). *La contre-démocratie : La politique à l'âge de la défiance*. Seuil.

Grâce à l'essor des technologies numériques, la société civile marocaine a acquis de nouveaux outils d'intervention et de contestation, modifiant ainsi les dynamiques de participation citoyenne et de contre-pouvoir. Les citoyens peuvent s'organiser, surveiller les institutions, dénoncer les injustices et influencer les politiques publiques en utilisant des outils numériques, plateformes en ligne et réseaux sociaux, ce qui leur permet d'agir en dehors des structures institutionnelles traditionnelles.

Néanmoins, cette montée de la société civile numérique se déroule dans un environnement sociopolitique compliqué, caractérisé par des réformes démocratiques restreintes, des contraintes légales concernant la liberté d'expression sur Internet et une fracture numérique qui marginalise une portion de la population des espaces digitaux.

Le Maroc, qui présente un système politique hybride mélangeant réformes démocratiques et pratiques autoritaires, fournit un contexte propice à l'étude de cette mutation. Depuis les protestations du Mouvement du 20 février en 2011, largement stimulées par les médias sociaux, jusqu'aux actions de boycott économique récentes en 2018, les citoyens marocains recourent de plus en plus aux outils numériques pour manifester leur insatisfaction, défendre leurs droits et influencer les décisions publiques. Par exemple, des initiatives en ligne, telles que celles qui cherchent à mettre en lumière les disparités sociales ou les violations environnementales, démontrent le potentiel de ces instruments à rassembler une variété de groupes au sein de la société. Toutefois, cette société numérique ne se développe pas sans limitations. D'un côté, les dispositifs numériques favorisent une participation plus importante des citoyens au débat public, notamment des jeunes et des groupes marginalisés², fréquemment absents des lieux politiques traditionnels. En revanche, le contexte législatif marocain, en particulier via des lois restrictives concernant la liberté d'expression sur internet, entrave l'étendue de l'action de ces acteurs. De même, le fossé numérique continue d'exister, accentuant les disparités entre les régions urbaines et rurales.

Cet article, en réponse à ces défis, suggère d'étudier le rôle joué par la société civile numérique marocaine dans la contre-démocratie. Il s'agit d'analyser ses modes d'intervention, ses apports dans l'extension des droits des citoyens et les obstacles auxquels elle est confrontée dans un environnement sociopolitique caractérisé par une tension entre liberté et surveillance³. Il se base sur une étude théorique de la notion de contre-démocratie, complétée par des cas pratiques tirés de mouvements numériques au Maroc.

Cette réflexion vise ainsi à répondre à une problématique centrale : **comment la société civile numérique au Maroc contribue-t-elle à redéfinir les formes de participation citoyenne et à instaurer de nouvelles dynamiques de contre-pouvoir dans un cadre politique hybride?**

Ainsi, plusieurs questions se posent :

- Comment la société civile numérique au Maroc contribue-t-elle à l'émergence d'une contre-démocratie, en offrant de nouveaux espaces de participation citoyenne et de contestation politique ?

² **Frimousse, S., & Peretti, J.-M.** (2022). Pour des organisations post-Covid inclusives. Question(s) de Management, (218), 187. Cairn.info.

³ **Laouni, N.-E.** (2020). Cyberactivism and protest movements : The February 20th movement – The forming of a new generation in Morocco. The Journal of North African Studies, 25(6), 2.

- Quelles stratégies et mécanismes sont mobilisés par les acteurs numériques pour exercer une influence sur les institutions publiques et sensibiliser l'opinion publique ?
- Quels sont les obstacles structurels, institutionnels et culturels qui limitent l'efficacité de cette société civile numérique ?

Sur le plan méthodologique, cette recherche adopte une approche qualitative combinant une analyse théorique de la contre-démocratie et l'étude empirique de cas pratiques significatifs au Maroc. L'investigation s'appuie sur l'examen systématique de contenus numériques publics, incluant les publications sur les réseaux sociaux, les pétitions en ligne et les discours d'acteurs militants, croisés avec des sources secondaires telles que les rapports d'ONG et la littérature académique. Cette démarche privilégie une analyse de contenu thématique et une triangulation des données pour identifier les récurrences discursives, les stratégies de mobilisation et les contraintes structurelles, permettant ainsi de restituer la complexité des dynamiques de participation citoyenne sans recourir à des outils logiciels automatisés, mais en favorisant une interprétation approfondie des processus sociopolitiques à l'œuvre.

I. La contre-démocratie à l'ère numérique : Un cadre conceptuel

La notion de contre-démocratie, développée par Pierre Rosanvallon (2006)⁴, se distingue des conceptions classiques de la démocratie représentative. Elle désigne une « démocratie d'exercice » qui repose sur des pratiques citoyennes de surveillance, de dénonciation et d'obstruction des pouvoirs publics, en dehors des processus électoraux traditionnels. À l'ère numérique, ces pratiques se trouvent renforcées par les outils technologiques, qui amplifient la capacité des citoyens à participer activement à la vie publique et à contester les décisions institutionnelles.

Dans le contexte marocain, la contre-démocratie numérique a une importance cruciale en proposant de nouvelles plateformes d'expression, où la société civile est en mesure de se structurer et d'intervenir en tant que contrepoids face à des institutions souvent considérées comme manquant d'efficacité ou de transparence. Ces instruments numériques offrent aussi la possibilité d'abattre les obstacles géographiques et sociaux, offrant une plateforme à ceux qui sont marginalisés et favorisant l'apparition d'une citoyenneté plus englobante⁵.

1. Les fondements de la contre-démocratie numérique :

Selon Rosanvallon (2006), trois éléments clés de la contre-démocratie, qui résonnent fortement dans les usages numériques, sont à retenir :

La surveillance citoyenne : Les médias sociaux et les plateformes en ligne offrent aux citoyens la possibilité de contrôler les activités des autorités publiques et de signaler les abus ou les défaillances. Par exemple, des initiatives numériques au Maroc, comme celles qui critiquent la corruption ou les atteintes aux droits de l'homme, utilisent des moyens numériques pour véhiculer des informations délicates⁶.

⁴ Rosanvallon, P. (2006). *La contre-démocratie : La politique à l'âge de la défiance*. Seuil.

⁵ Laoui (2020) explique que le cyberactivisme a transformé la mobilisation politique. Il souligne également que cette transformation a permis une nouvelle forme d'engagement citoyen.

⁶ Dans son ouvrage *Twitter and Tear Gas : The Power and Fragility of Networked Protest*, Tufekci examine comment les technologies numériques permettent aux individus de s'organiser et de réagir rapidement en réponse à des événements politiques. Elle met particulièrement en évidence l'importance des médias sociaux dans la propagation d'informations délicates, à l'image des événements du Printemps arabe.

La dénonciation collective : Les plateformes numériques favorisent la propagation rapide des messages et renforcent la possibilité pour les citoyens de signaler les injustices. En 2018, des hashtags populaires tels que #BoycottMaroc ont rassemblé des milliers de citoyens marocains pour s'opposer aux agissements de certaines grandes entreprises. Cela démontre le pouvoir des médias sociaux dans la propagation rapide des demandes sociales et économiques⁷.

• **L'opposition citoyenne** : Les pétitions numériques et les campagnes en ligne offrent aux citoyens la possibilité de contester les décisions institutionnelles en orchestrant des actions de pression⁸. Par exemple, des sites tels que Change.org sont employés pour initier des pétitions contre des initiatives perçues comme nuisibles, telles que celles en lien avec l'environnement ou les droits des femmes.

Ces types récents d'activisme se développent dans un contexte où les institutions politiques semblent restreintes dans leur aptitude à satisfaire aux exigences citoyennes, ce qui favorise l'apparition d'une société civile indépendante.

Voir sur : **Tufekci, Zeynep** : *Twitter and Tear Gas. The Power and Fragility of Networked Protest*. New Haven : Yale University Press 2017. DOI : <https://doi.org/10.25969/mediarep/14848>.

-Voir aussi quelques études de cas au Maroc, comme des recherches sur les mouvements sociaux marocains, telles que celles de **Mohammed Masbah** (2018), examinant l'utilisation des plateformes digitales pour traquer et dénoncer la corruption. Cette dynamique est illustrée par des campagnes en ligne contre des scandales politiques ou économiques.

⁷ Dans le contexte du Maroc, où la liberté d'expression a toujours été limitée, les hashtags sur les plateformes sociales se sont transformés en un outil efficace pour esquiver la censure des médias traditionnels et mettre en lumière des problématiques essentielles. Ces hashtags offrent aux personnes la possibilité de dénoncer ensemble des injustices, de partager leurs expériences et d'obtenir du soutien pour des causes qui, sinon, seraient mises à l'écart.

In : **Chahbane, H., & Houssaini, K.** (2025). *Breaking Barriers : Digital Activism's Role in Changing Morocco's Political Landscape*. *International Journal of Contemporary Research in Multidisciplinary*, 4(1), 11-15. <https://doi.org/10.5281/zenodo.14628898>

⁸ -Des études empiriques sur les plateformes de pétition numériques, telles que celles de **David Karpf** (2012) dans *The MoveOn Effect : The Unexpected Transformation of American Political Advocacy*, démontrent comment ces instruments numériques modifient les interactions entre les citoyens et les institutions. Par exemple, des initiatives citoyennes telles que des pétitions contre des projets environnementaux ou en faveur des droits des femmes mettent en évidence ce type d'opposition citoyenne.

-Aussi, **Hélène Landemore** (2020) : Dans « Open Democracy : Reinventing Popular Rule for the Twenty-First Century », elle examine la manière dont les citoyens ont la possibilité d'exploiter des instruments numériques afin d'orienter les décisions publiques. Elle aborde notamment les pétitions numériques et les consultations participatives comme des outils pour renforcer la démocratie.

2. L'effet des technologies numériques sur la contre-démocratie :

La montée des technologies numériques a engendré des changements majeurs dans les méthodes de contre-démocratie :

- **Accessibilité et inclusion** : Les instruments numériques donnent la possibilité à des groupes souvent marginalisés, tels que les jeunes et les résidents des zones périphériques, de s'impliquer dans les discussions publiques. C'est particulièrement pertinent dans un pays tel que le Maroc, où les disparités géographiques et économiques ont un impact significatif sur l'engagement politique⁹.
- **Promotion de la transparence** : Des démarches numériques comme les plateformes de données ouvertes (Open Data) et les applications pour citoyens ont pour objectif d'améliorer la transparence des institutions publiques. Par exemple, l'initiative Data Maroc fournit des données relatives aux budgets publics, favorisant ainsi une évaluation critique par les citoyens et les organisations non gouvernementales¹⁰.
- **Démocratisation des médias** : Les plateformes de médias sociaux ont modifié la fonction des médias traditionnels dans la distribution de l'information, encourageant un journalisme participatif où les militants et les blogueurs occupent une position clé dans le rassemblement et la diffusion d'informations cruciales¹¹.

3. Limites et défis de la contre-démocratie numérique :

En dépit de son potentiel, la contre-démocratie numérique au Maroc fait face à diverses contraintes :

- **Les obligations juridiques** : La législation marocaine restreint la liberté d'expression sur internet. Parfois, les lois relatives à la cybercriminalité sont mises

⁹ Manuel Castells (2012) : Dans son ouvrage *Networks of Outrage and Hope : Social Movements in the Internet Age*, Castells examine comment les technologies numériques donnent la possibilité aux groupes marginalisés, tels que les jeunes et les résidents des zones périphériques, de s'engager de manière proactive dans les discussions publiques. Il souligne des cas pratiques, tels que les mouvements sociaux dans la région du Maghreb. Il y a des recherches, telles que celles de Mohammed Masbah (2018), portant sur l'usage des réseaux sociaux par la jeunesse marocaine, démontrent comment ces plateformes facilitent le franchissement des obstacles géographiques et économiques.

¹⁰ Dans ses allocutions et publications concernant les données ouvertes, **Berners-Lee** met en exergue le rôle primordial des technologies digitales pour accroître la transparence et la responsabilité des institutions. L'idée du « Linked Open Data » qu'il propose peut-être directement mise en œuvre dans des projets tels que Data Maroc. Dans cet article numérique, **Tim Berners-Lee** présente cette idée qui vise à lier des données structurées sur le Web afin de rendre l'information davantage accessible, interopérable et transparente.

Ce principe est directement pertinent pour des projets tels que Data Maroc, qui a pour objectif de rendre les données gouvernementales accessibles et exploitables sous un format ouvert.

Il met en avant que les données ouvertes offrent aux citoyens, aux ONG et aux chercheurs la possibilité d'effectuer des analyses, de surveiller et de demander des comptes aux institutions. Dans : **Berners-Lee, T.** (2009). *Linked Data - Design Issues*. Consulté à partir : <https://www.w3.org/DesignIssues/LinkedData.html>

¹¹ **Yochai Benkler** (2006) : Dans son ouvrage *The Wealth of Networks : How Social Production Transforms Markets and Freedom*, examine comment les technologies digitales ont révolutionné la création et la distribution de l'information. Il souligne l'importance des médias alternatifs et du journalisme participatif dans la démocratisation de l'information. Le livre explore comment Internet et les technologies numériques ont transformé la production sociale, la collaboration décentralisée et les dynamiques de pouvoir dans les marchés et la société.

Benkler, Y. (2006). *The Wealth of Networks : How Social Production Transforms Markets and Freedom*. Yale University Press. Lien vers l'accès libre en ligne : https://www.benkler.org/wealth_of_networks/

en œuvre pour réprimer les militants numériques, ce qui restreint l'espace opérationnel de la société civile¹².

- **La fracture numérique** : Malgré les avancées de l'accès à Internet au Maroc, d'importants **écarts** persistent entre les zones urbaines et rurales. D'après l'ANRT (2023), près de 26 % des habitants des zones rurales n'ont pas encore accès à Internet, ce qui limite l'étendue des projets numériques¹³.
- **Les manipulations et fake news (fausses informations)** : Malgré leur ouverture, les espaces numériques sont également vulnérables aux dangers de la désinformation et de la manipulation, pouvant ainsi nuire à la crédibilité des actions citoyennes et fragmenter l'opinion publique¹⁴.

La contre-démocratie à l'ère digitale a remodelé donc les interactions entre les citoyens et les institutions, proposant des occasions sans précédent d'accroître la transparence et l'engagement tout en posant de nouveaux enjeux. Pour ce qui est du Maroc, ces changements soulignent le potentiel des technologies numériques à pallier certaines déficiences démocratiques, tout en mettant en évidence le besoin d'un cadre juridique et infrastructurel approprié.

En effet, Pierre Rosanvallon a abordé dans *Le Bon Gouvernement* (2015) comment l'ère numérique transforme les interactions entre les citoyens et les institutions, grâce à des dispositifs de « contre-démocratie » comme la vigilance participative et l'engagement collectif¹⁵. Ces instruments au Maroc présentent une opportunité de renforcer la transparence et de répondre aux enjeux démocratiques, comme le démontrent les mouvements tels que le Hirak, appuyés par les médias sociaux. Néanmoins, Zineb El Rhazoui (La Liberté

¹² -**EuroMed Droits et ses membres**, Cette organisation, en collaboration avec des associations marocaines comme l'Association ADALA pour le droit à un procès équitable, l'Association Marocaine des Droits Humains, et ARTICLE 19, a exprimé des inquiétudes quant à la multiplication des procès d'opinion au Maroc et au rétrécissement du champ de la liberté d'expression, y compris sur les réseaux sociaux. (Déclaration du 21 Jan 2020)

-**Fátima Roumate** a aussi traité le sujet des mécanismes juridiques de lutte contre la cybercriminalité au Maroc dans un article publié dans la revue *Comunife*, disponible sous le numéro 2207, et accessible via le lien <https://revistas.unife.edu.pe/index.php/comunife/article/download/2207/2285/6847>.

¹³ **ANRT** (Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications) (2023). *Rapport annuel sur l'état des télécommunications au Maroc*. Ainsi, **Castells** analyse comment la fracture numérique renforce-elle les inégalités sociales et économiques, limitant ainsi la participation des populations marginalisées dans les espaces numériques. Dans : **Castells, M.** (2007). *Communication, power and counter-power in the network society*. *International Journal of Communication*, 1, 238-266.

¹⁴ **Tucker, J. A., Guess, A., Barberá, P., Vaccari, C., Siegel, A., Sanovich, S., ... & Nyhan, B. (2018).** *Social media, political polarization, and political disinformation : A review of the scientific literature*. Institution : Hewlett Foundation. Cette revue systématique a examiné les effets des fake news et des manipulations en ligne sur la polarisation politique et la crédibilité des mouvements citoyens. Les auteurs analysent également les mécanismes par lesquels les plateformes numériques amplifient ces phénomènes. Les plateformes de médias sociaux, grâce à leurs algorithmes, privilégient le contenu sensationnel qui propage la désinformation. Ceci est souvent amplifié par des bots et trolls malintentionnés qui en font la promotion, (Les bots automatisent la diffusion massive de fake news et amplifient artificiellement leur portée. Les trolls, souvent humains, cherchent à provoquer, polariser ou discréditer des idées ou des groupes cibles. Ensemble, ils cherchent à détruire la crédibilité des mobilisations citoyennes en manipulant les conversations en ligne et en créant des "bruits" informationnels.). Ils accentuent les bulles de filtres et les distorsions cognitives, aggravant la polarisation politique et sociale. La propagation de fausses informations mine la crédibilité des mouvements citoyens en fragmentant l'opinion publique et en sapant la confiance accordée aux institutions démocratiques. <https://hewlett.org/wp-content/uploads/2018/03/Social-Media-Political-Polarization-and-Political-Disinformation-Literature-Review.pdf>

¹⁵ **Rosanvallon, P.** (2015). *Le bon gouvernement*. Paris, France : Seuil

d'expression au Maghreb, 2017) alerte sur les dangers de répression et de désinformation susceptibles de compromettre ces dynamiques¹⁶.

Dans son ouvrage « Communication Power » (2009), Manuel Castells met l'accent sur l'importance cruciale de l'infrastructure numérique et de la formation aux médias pour assurer une inclusion équitable¹⁷. En l'absence d'un cadre juridique approprié ou d'investissement dans ces domaines, les disparités sociales pourraient se répliquer dans le monde numérique, entravant de ce fait les progrès potentiels en matière de démocratie.

II. Les instruments numériques comme catalyseurs de participation citoyenne

Les dispositifs numériques ont métamorphosé les modalités de participation citoyenne en rendant possible une mobilisation rapide, inclusive et généralement moins coûteuse que les formes classiques d'engagement militant. Au Maroc, les outils de communication en ligne, les réseaux sociaux et les plateformes numériques sont au cœur du changement des interactions entre la société civile, les citoyens et les institutions. Ces outils ne se contentent pas de simplifier la communication ; ils révisent aussi les limites de l'engagement civique et augmentent le pouvoir des personnes à influencer les politiques gouvernementales et à dénoncer les injustices¹⁸.

1. Les réseaux sociaux : espaces de mobilisation virtuelle et de contestation publique

Des plateformes telles que Facebook, Twitter, Instagram ou TikTok sont désormais des éléments essentiels de la société civile marocaine. Ces plateformes offrent à des personnes ou des entités la possibilité de diffuser des informations, d'attirer des appuis et de synchroniser des actions communes¹⁹. En effet, le Maroc a reconnu des mobilisations sociales concrètes comme :

- **Le Hirak du Rif (2016-2017)** : Ce mouvement contestataire dans le nord marocain a massivement exploité Facebook et Twitter pour exprimer ses demandes, publier des séquences de manifestations et susciter un appui à l'échelle nationale et mondiale. Des hashtags comme #HirakRif ont joué un rôle structurant dans la discussion et ont attiré l'attention des médias internationaux, ce qui a renforcé l'influence du mouvement²⁰.

¹⁶ El Rhazoui, Z. (2017). *La liberté d'expression au Maghreb : Entre espoirs et répressions*. Paris, France : La Découverte.

¹⁷ Castells, M. (2009). *Communication power*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.

¹⁸ El Ouazghari, S. (2018). *Les réseaux sociaux au Maroc : Entre liberté d'expression et contrôle étatique*. L'Année du Maghreb, 18, 123–140.

¹⁹ Benmouhou, S. (2023, 15 mars). *Le rôle des réseaux sociaux dans la contestation sociale au Maroc*. TelQuel. Cet écrit examine l'effet des médias sociaux sur la contestation sociale au Maroc, en mettant l'accent sur des incidents récents comme les protestations contre les disparités économiques et sociales. Il examine aussi la manière dont les influenceurs et les activistes se servent d'Instagram, Facebook et TikTok pour éveiller l'attention du public.

Disponible à : <https://telquel.ma/2023/03/15/le-role-des-reseaux-sociaux-dans-la-contestation-sociale-au-maroc>

²⁰ El Amrani, Y. (2018). *L'impact des réseaux sociaux sur la mobilisation politique au Maroc : Étude de cas du Hirak du Rif* (Mémoire de Master). Université Mohammed V, Rabat.

Cette thèse examine la manière dont les plateformes numériques ont modifié la protestation sociale dans le Rif. Des plateformes telles que Facebook, Twitter et YouTube ont facilité l'organisation des manifestations, la diffusion de vidéos témoignant des revendications et la mobilisation d'un soutien à l'échelle nationale et internationale grâce à des hashtags tels que #HirakRif. Ces instruments ont aussi permis d'éluder la censure des médias conventionnels, même si leur utilisation a été entravée par la répression digitale et la dispersion des

- **Les actions de boycott économique (2018)** : Une campagne de boycott, orchestrée principalement par le biais des médias sociaux, a ciblé des entreprises réputées pour leurs pratiques abusives (par exemple, Danone, Sidi Ali). En utilisant des hashtags tels que #BoycottMaroc, les citoyens ont manifesté leur insatisfaction face aux tarifs exorbitants et aux disparités économiques²¹.

Ainsi, les plateformes de médias sociaux offrent aussi la possibilité d'éviter les médias conventionnels, souvent considérés comme orientés vers les discours officiels, en proposant une scène alternative pour les voix dissidentes.

Certes, les réseaux sociaux au Maroc ont une influence majeure sur l'évolution des dynamiques de mobilisation sociale, en raison de leur aptitude à propager rapidement les messages et à joindre une vaste audience en un temps réduit. Cette vitesse de transmission favorise l'accroissement de la visibilité des mouvements citoyens, notamment grâce à des postes viraux et des hashtags organisés qui augmentent leur impact, parfois jusqu'au-delà des limites nationales. Ces plateformes digitales encouragent également une participation citoyenne plus dynamique, notamment parmi les jeunes, qui représentent la plupart des usagers des réseaux sociaux au Maroc.

Ces individus, généralement distants des voies de participation classiques, découvrent dans ces plateformes digitales une façon simple et performante d'articuler leurs préoccupations, de se rassembler autour d'enjeux partagés et de participer aux discussions sociétales essentielles. De ce fait, les réseaux sociaux non seulement améliorent la capacité des citoyens à s'organiser et à éveiller les consciences, mais réinventent aussi les formes de l'engagement collectif dans le contexte social marocain actuel.

2. Les campagnes et les pétitions numériques : des moyens de pression citoyenne.

Des sites de pétition numérique comme Change.org ou Avaaz fournissent aux citoyens une méthode facile et accessible pour faire entendre leurs demandes²². Ces instruments facilitent l'obtention d'un vaste soutien pour diverses causes, allant de la justice sociale à la protection de l'environnement, sans oublier les droits des femmes.

Exemple de Pétition visant à proscrire le mariage des jeunes filles mineures : En 2019, une pétition sur Change.org demandant l'interdiction du mariage des personnes mineures au Maroc²³ a accumulé des milliers de signatures en quelques semaines. Cette mobilisation a engendré un vaste débat public et a entraîné une sensibilisation accrue à cette problématique, intensifiant la pression sur les responsables politiques.

actions. Pour résumer, les médias sociaux ont intensifié la présence du mouvement, sans toutefois parvenir à réaliser ses buts politiques et économiques.

²¹ **Khrouz, Y.** (2021). "Les réseaux sociaux comme outils de contestation économique : Le cas du boycott de 2018 au Maroc." *Revue des Études Économiques et Sociales*, 45 (3), 78-95.

Les interfaces digitales ont facilité une mobilisation à la fois rapide et d'envergure, convertissant un mécontentement personnel en mouvement collectif. Toutefois, en dépit de son impact préliminaire, le boycott n'a pas entraîné de modifications structurelles notables.

²² **Benchamsi, A.** (2020). "Digital Advocacy and Social Change in Morocco : The Case of Online Petitions." *Journal of Civil Society*, 16 (3), 245-260.

Lien : <https://www.tandfonline.com> (disponible via Taylor & Francis Online).

²³ **TelQuel** (2019). "La pétition contre le mariage des mineures, un exemple de mobilisation citoyenne réussie."

Lien : <https://telquel.ma/2019/04/15/petition-mariage-mineures-maroc>

Avantages des pétitions en ligne :

Les pétitions numériques procurent des atouts considérables qui favorisent la participation citoyenne de façon inclusive et efficiente. Ces initiatives permettent à un vaste public, y compris ceux incapables de participer en personne à des événements ou des actions pratiques, de s'engager activement dans les causes qui leur tiennent à cœur. Ces instruments assurent une transparence totale grâce à un compteur de signatures affiché en direct, renforçant ainsi la crédibilité et la légitimité des actions menées. Cela incite également plus d'individus à s'associer au mouvement. Au final, une pétition largement diffusée peut susciter une influence significative sur les responsables politiques, les poussant à tenir compte des demandes citoyennes et, dans certaines situations, à intervenir de manière tangible pour y répondre.

3. Les influenceurs en ligne et les journalistes citoyens : "Des propulseurs du changement"

Les blogueurs, les journalistes citoyens et les influenceurs en ligne jouent un rôle essentiel comme amplificateurs de messages militantes. Ces intervenants exploitent leur public pour souligner des injustices, rassembler de l'aide et dénoncer des défaillances institutionnelles.

a. Rôle des influenceurs dans les campagnes sur les réseaux sociaux

Des influenceurs marocains, tels que des YouTubeurs ou Instagrammeurs impliqués, ont participé à la mise en avant de campagnes sociales²⁴, en particulier celles qui luttent contre la corruption ou les disparités sociales. Ces personnalités, généralement suivies par des centaines de milliers d'individus, ont un rôle crucial dans la conscientisation de l'opinion publique, surtout parmi les jeunes.

b. Journalisme citoyen et son impact :

Au Maroc, le journalisme participatif est essentiel pour la collecte et la transmission d'informations, car il permet aux citoyens d'enregistrer des événements sur place avec leurs smartphones, comme des protestations ou des abus de pouvoir, ce qui leur permet de contourner les médias institutionnels. Des services tels que YouTube ou Facebook Live permettent de diffuser ces informations en direct, sans être liés aux canaux institutionnels, assurant ainsi une transparence et une accessibilité accrues. En outre, ces journalistes de citoyenneté²⁵ participent à l'établissement de connexions entre diverses communautés, renforçant ainsi la solidarité entre les mouvements sociaux et augmentant leur impact collectif. Non seulement ce phénomène intensifie l'implication des citoyens, mais il redessine aussi les contours de la communication et de la contestation dans l'espace public du Maroc.

III. Les défis de la société civile digitale au Maroc

Bien que les outils numériques offrent à la société civile marocaine la possibilité de renforcer sa présence dans la participation citoyenne et la contre-démocratie, divers obstacles entravent leur portée. Au Maroc, l'efficacité des initiatives numériques est fortement influencée par ces défis qui sont à la fois structurels, institutionnels et socioculturels. Ces limitations touchent principalement les contraintes juridiques, l'écart numérique, la désinformation et la

²⁴ Dakhliya, J., & Zghal, S. (2018). "Social Media and Political Participation in Morocco : A New Public Sphere?" *Mediterranean Politics*, 23 (2), 189-206.

²⁵ Même référence sur le lien : Lien : <https://www.tandfonline.com>

manipulation des espaces en ligne, sans oublier le contrôle renforcé des intervenants impliqués²⁶.

1. Les contraintes légales et institutionnelles : un cadre contraignant

Même si la constitution marocaine de 2011 assure certaines libertés, y compris l'expression et l'engagement citoyen, les lois actuelles restreignent considérablement la société civile numérique. Les lois concernant la cybercriminalité et la diffamation, notamment, sont fréquemment employées pour surveiller et étouffer les voix critiques sur internet. On peut donner comme exemples :

- Bien que la loi n°09-08 relative à la protection des données personnelles ait pour but de défendre les droits des citoyens, elle a été désapprouvée en raison de ses interprétations restrictives qui pourraient être employées contre les militants numériques²⁷.
- Les captures de blogueurs et d'activistes en ligne mettent en évidence la tension subie par les acteurs du numérique. Notamment, des activistes ayant signalé des abus sur Facebook ou YouTube ont été poursuivis pour « diffamation publique » ou « atteinte à la sécurité nationale »²⁸.

Ces restrictions juridiques créent un climat de peur et d'autocensure parmi les citoyens, limitant leur capacité à s'exprimer librement en ligne.

2. La fracture numérique : une disparité persistante

Selon l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT), le Maroc a enregistré un taux d'accès à Internet d'environ 84 % en 2023²⁹. Toutefois, on constate toujours d'importantes inégalités entre les régions urbaines et rurales. Cette division numérique entrave l'intégration de certaines communautés dans les actions citoyennes sur internet.

L'exclusion numérique représente un frein considérable à l'intégration sociale et citoyenne, surtout à cause des dépenses importantes liées aux appareils et à l'utilisation des technologies numériques, qui mettent de côté bon nombre de familles à revenu modeste, en particulier dans les régions rurales. De plus, le manque d'infrastructures dans les zones périphériques, où l'accès à l'Internet haut débit est encore restreint, freine la participation de ces communautés aux projets numériques nationaux³⁰. Ces disparités intensifient les inégalités dans la société civile, diminuant sa capacité à rassembler tous les citoyens et à défendre une cause juste, avec le danger d'exclure encore plus les groupes déjà précaires.

3. Informations erronées et manipulations digitales : un défi grandissant

²⁶ El Hamel, C. (2018). "The Challenges of Digital Activism in Morocco : Repression, Disinformation, and Structural Barriers." *Journal of North African Studies*, 23 (4), 560-575.

Lien : <https://www.tandfonline.com>

²⁷ El Ouazzani, M. (2020). "The regulatory framework for data protection and its impact on digital freedoms in Morocco." *Moroccan Law Review*, 10(4), 123-145.

²⁸ Freedom House. (2022). *Freedom on the Net 2022 : Morocco*. Disponible sur : <https://freedomhouse.org>

²⁹ ANRT (Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications). (2023). *Rapport sur l'accès à Internet au Maroc 2023*. Disponible sur : <https://anrt.ma>

³⁰ Bourquia, R., & Guessous, F. Z. (2021). "Digital inequalities in Morocco : A sociological analysis of access and participation." *Moroccan Journal of Sociology*, 15(2), 89-107.

Bien que les outils numériques soient bénéfiques pour l'engagement citoyen, ils sont aussi vulnérables à la diffusion de fausses informations, de propos haineux et de contenus manipulés. Ce phénomène porte préjudice à la crédibilité des projets numériques et fracture l'opinion publique. Parmi les exemples actuels :

Lors de manifestations contestataires, des campagnes de désinformation sur les médias sociaux ont été détectées, avec des profils anonymes répandant de fausses nouvelles pour discréditer les rassemblements ou semer le trouble parmi la population³¹. On a également noté l'usage croissant des « bots » et des comptes automatisés comme moyen d'influencer les discussions en ligne et de dévier les débats publics.

Comme conséquence, ces manipulations affaiblissent la confiance des citoyens envers les campagnes numériques et peuvent entraîner une polarisation accrue, freinant ainsi les efforts de mobilisation collective.

4. La surveillance en ligne et le contrôle des militants

Pour les intervenants de la société civile, la surveillance des espaces numériques par les autorités marocaines constitue un enjeu considérable. Grâce à des technologies de pointe, les gouvernements sont en mesure de contrôler, suivre et parfois réprimer les activistes numériques, entravant ainsi leur potentiel d'action. Cas marquants Selon des recherches réalisées par Amnesty International³², l'emploi de logiciels d'espionnage comme Pegasus a été constaté au Maroc pour surveiller les actions d'activistes, de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme. Les militants qui se servent des plateformes digitales pour critiquer le gouvernement encourent le risque de poursuites judiciaires, incitant ainsi une grande partie des citoyens à se livrer à l'autocensure.

5. Impact sur la société civile :

La surveillance numérique omniprésente limite grandement la capacité d'intervention de la société civile marocaine sur le web, suscitant une autocensure accrue chez les activistes et journalistes. Ils tendent à esquiver les sujets délicats pour éviter les répercussions, ce qui diminue la variété des discours critiques³³. Ce climat de surveillance contribue aussi à l'érosion de la confiance entre les intervenants, inhibant la coopération et l'échange d'informations, par peur d'être surveillés ou réprimandés³⁴. De plus, la crainte de représailles freine l'action collective, réduisant ainsi l'efficacité des campagnes en ligne³⁵. Alors que la répression divise les mouvements sociaux, séparant les activistes entre ceux qui respectent les restrictions et ceux qui osent prendre des risques, ce qui nuit à la cohésion et à la structuration de la société civile³⁶. Ces dynamiques minent sa fonction de contrebalancement et sa faculté à soutenir des causes publiques de façon cohérente.

Malgré ces obstacles, divers activistes et entités de la société civile parviennent à s'adapter en recourant à des moyens de cryptage, des plateformes de substitution et des réseaux privés

³¹ Benamrane, M. (2022). "Disinformation in Moroccan social movements : Challenges for digital activism." *Journal of North African Studies*, 27(3), 345-361.

³² Amnesty International. (2021). *Surveillance of activists and journalists in Morocco : The use of Pegasus spyware*. Amnesty International Report. Disponible sur : <https://www.amnesty.org>

³³ Même référence.

³⁴ Freedom House. (2022). *Freedom on the Net 2022 : Morocco*. Disponible sur : <https://freedomhouse.org>

³⁵ Benamrane, M. (2022) déjà citée.

³⁶ Bourquia, R., & Guessous, F. Z. (2021). Déjà citée.

virtuels (VPN)³⁷, afin d'échapper aux dispositifs de contrôle. Toutefois, ces solutions s'adressent principalement à un public techniquement averti et n'apportent pas de réponse aux problèmes structurels associés à la répression numérique.

IV • Les stratégies de contournement adoptées par les activistes numériques marocains

Devant la surveillance numérique et les limitations imposées, des groupes de la société civile marocaine ainsi que des militants ont mis en place des tactiques d'évitement afin de maintenir leur faculté d'intervenir sur internet. Malgré leur complexité technique, ces tactiques témoignent d'une résilience notable dans un contexte numérique de plus en plus inhospitalier.

1. L'utilisation de technologies de cryptage

Pour protéger leurs communications et leurs données sensibles des risques d'interception par des tiers, y compris les autorités ou les cyberespions, des activistes numériques marocains utilisent des outils de cryptage comme les applications Signal et Telegram. Ces services, qui utilisent un chiffrement de bout en bout, assurent que seules les personnes directement engagées dans une discussion peuvent y accéder, et Signal est particulièrement mis en avant pour ses caractéristiques de sécurité et d'anonymat avancées³⁸. De plus, le recours aux VPN³⁹ (Réseaux privés virtuels) offre aux militants la possibilité de cacher leur adresse IP, de déjouer les limites géographiques et les interdictions de contenu web, ce qui renforce leur aptitude à opérer dans un environnement numérique surveillé.

Même si ces dispositifs renforcent la sécurité, ils ne sont pas infaillibles. Les autorités ont toujours la possibilité d'identifier les utilisateurs grâce à des analyses de trafic web ou l'utilisation de logiciels espions avancés, tels que Pegasus, qui parvient à contourner les protections traditionnelles.

2. Le recours aux plateformes alternatives

Face à l'augmentation de la surveillance ou de la censure sur des plateformes telles que Facebook ou YouTube, beaucoup d'activistes se tournent vers des options moins visibles, comme les réseaux sociaux décentralisés Diaspora et Mastodon. Ces derniers offrent la possibilité de constituer des communautés indépendantes grâce à une infrastructure open source et une administration décentralisée des données, minimisant ainsi les dangers d'une surveillance centralisée.

Certains préfèrent utiliser des forums spécialisés ou des blogs privés, moins exposés au regard du public, pour planifier leurs actions tout en évitant de susciter l'intérêt des autorités. Toutefois, ces autres outils ont leurs propres contraintes : leur manque de reconnaissance et

³⁷ VPN (Virtual Private Networks).

³⁸ Amnesty International, 2021. Déjà citée.

³⁹ **Electronic Frontier Foundation** (EFF) (2020). « *Surveillance Self-Defense Guide* »

Il s'agit d'un guide pratique sur les outils de protection numérique, dont les VPN et les applications de messagerie chiffrée, utiles pour les activistes.

→ Accès libre sur eff.org.

leur public limité affaiblissent leur potentiel d'engagement à grande échelle, restreignant ainsi l'effet des actions militantes⁴⁰.

Donc, bien que ces plateformes fournissent un abri temporaire contre la répression, elles ont du mal à égaler l'ampleur et l'efficacité des espaces numériques prédominants.

Conclusion

Au Maroc, la société civile numérique joue un rôle essentiel dans la métamorphose des dynamiques politiques et sociales, sur fond de réformes inabouties et d'une gouvernance hybride. Les citoyens marocains disposent désormais d'outils numériques pour surveiller les actions des autorités, dénoncer les injustices et rassembler du soutien autour de causes communes. Ces instruments favorisent l'engagement citoyen, particulièrement parmi la jeunesse et les groupes marginalisés, tout en évitant les médias classiques et les obstacles institutionnels.

Toutefois, cette dynamique n'est pas sans poser de grands défis. Le contexte juridique contraignant, marqué par des lois relatives à la diffamation et à la cybercriminalité, restreint la liberté d'expression et force les activistes en ligne à pratiquer l'autocensure. L'écart numérique persiste aussi, niant à un segment important de la population un accès équitable aux espaces digitaux. Pour finir, les actions en ligne, la désinformation et le contrôle numérique imposé par les autorités sapent la crédibilité et l'efficacité des actions citoyennes.

En dépit de ces défis, la ténacité des militants marocains reflète l'évolution d'une société civile numérique à la fois adaptable et créative. En recourant à des technologies de cryptage, en passant à des plateformes différentes et en mettant des fonds dans la cybersécurité, les intervenants de la société civile s'efforcent de maintenir leur autonomie d'action. Toutefois, ces remèdes ne suffisent pas à eux seuls à pallier les défis d'ordre structurel et institutionnel.

Références bibliographiques

Amnesty International (2021). *Surveillance of activists and journalists in Morocco: The use of Pegasus spyware*. Amnesty International Report. <https://www.amnesty.org>

ANRT (Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications) (2023). *Rapport annuel sur l'état des télécommunications au Maroc*.

ANRT (Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications) (2023). *Rapport sur l'accès à Internet au Maroc 2023*. <https://anrt.ma>

Benamrane, M. (2022). "Disinformation in Moroccan social movements: Challenges for digital activism." *Journal of North African Studies*, 27(3).

Benamouhou, S. (2023, 15 mars). *Le rôle des réseaux sociaux dans la contestation sociale au Maroc*. TelQuel. <https://telquel.ma/2023/03/15/le-role-des-reseaux-sociaux-dans-la-contestation-sociale-au-maroc>

⁴⁰ **Benamrane, M.** (2022). "Disinformation in Moroccan social movements : Challenges for digital activism." *Journal of North African Studies*, 27(3), 345-361.

Benchemsi, A. (2020). "Digital Advocacy and Social Change in Morocco: The Case of Online Petitions." *Journal of Civil Society*, 16(3). : <https://www.tandfonline.com>

Benkler, Y. (2006). *The Wealth of Networks: How Social Production Transforms Markets and Freedom*. Yale University Press. Lien: https://www.benkler.org/wealth_of_networks/

Berners-Lee, T. (2009). *Linked Data - Design Issues*. Consulté à partir : <https://www.w3.org/DesignIssues/LinkedData.html>

Bourquia, R., & Guessous, F. Z. (2021). "Digital inequalities in Morocco: A sociological analysis of access and participation." *Moroccan Journal of Sociology*, 15(2).

Castells, M. (2007). "Communication, power and counter-power in the network society." *International Journal of Communication*, 1.

Castells, M. (2009). *Communication power*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.

Castells, M. (2012). *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*.

Chahbane, H., & Houssaini, K. (2025). *Breaking Barriers: Digital Activism's Role in Changing Morocco's Political Landscape*. *International Journal of Contemporary Research in Multidisciplinary*, 4(1). Lien : <https://doi.org/10.5281/zenodo.14628898>

Dakhli, J., & Zghal, S. (2018). "Social Media and Political Participation in Morocco : A New Public Sphere ?" *Mediterranean Politics*, 23(2). <https://www.tandfonline.com>

El Amrani, Y. (2018). *L'impact des réseaux sociaux sur la mobilisation politique au Maroc : Étude de cas du Hirak du Rif* (Mémoire de Master). Université Mohammed V, Rabat.

El Hamel, C. (2018). "The Challenges of Digital Activism in Morocco: Repression, Disinformation, and Structural Barriers." *Journal of North African Studies*, 23(4).

<https://www.tandfonline.com>

El Ouazghari, S. (2018). *Les réseaux sociaux au Maroc : Entre liberté d'expression et contrôle étatique*. *L'Année du Maghreb*, 18.

El Ouazzani, M. (2020). "The regulatory framework for data protection and its impact on digital freedoms in Morocco." *Moroccan Law Review*, 10(4).

El Rhazoui, Z. (2017). *La liberté d'expression au Maghreb : Entre espoirs et répressions*. Paris, France : La Découverte.

Electronic Frontier Foundation (EFF) (2020). « Surveillance Self-Defense Guide ». eff.org

Freedom House (2022). *Freedom on the Net 2022: Morocco*. <https://freedomhouse.org>

Frimousse, S., & Peretti, J.-M. (2022). Pour des organisations post-Covid inclusives. *Question(s) de Management*, (218), 187. Cairn.info.

Hélène Landemore (2020). Dans « *Open Democracy: Reinventing Popular Rule for the Twenty-First Century* ».

Khrouz, Y. (2021). "Les réseaux sociaux comme outils de contestation économique : Le cas du boycott de 2018 au Maroc." *Revue des Études Économiques et Sociales*, 45(3).

Laouni, N.-E. (2020). Cyberactivism and protest movements: The February 20th movement – The forming of a new generation in Morocco. *The Journal of North African Studies*, 25(6), 2.

Rosanvallon, P. (2006). *La contre-démocratie : La politique à l'âge de la défiance*. Seuil.

Rosanvallon, P. (2015). *Le bon gouvernement*. Paris, France : Seuil.

TelQuel (2019). "La pétition contre le mariage des mineures, un exemple de mobilisation citoyenne réussie." <https://telquel.ma/2019/04/15/petition-mariage-mineures-maroc>

Tucker, J. A., Guess, A., Barberá, P., Vaccari, C., Siegel, A., Sanovich, S., ... & Nyhan, B. (2018). *Social media, political polarization, and political disinformation: A review of the scientific literature*. Institution: Hewlett Foundation.

<https://hewlett.org/wp-content/uploads/2018/03/Social-Media-Political-Polarization-and-Political-Disinformation-Literature-Review.pdf>

Tufekci, Zeynep (2017). *Twitter and Tear Gas. The Power and Fragility of Networked Protest*. New Haven: Yale University Press. DOI: <https://doi.org/10.25969/mediarep/14848>.